

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)**

(27 juillet 1978)

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

**AVENANT DU 27 FÉVRIER 2009
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2009**

NOR : *ASET0950436M*

IDCC : 984

Entre :

L'UIMM d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000, et en application des articles 13 *bis*, 13 *ter* et 13 *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2009 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint :

Le barème est établi sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

– administratifs et techniciens ;

- ouvriers ;
- agents de maîtrise d’atelier.

Article 2

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l’article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d’année. La garantie s’appliquera *pro rata temporis* en cas d’entrée ou de départ en cours d’année, de même qu’en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l’employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paie du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3

Le présent avenant et ses annexes, conformément à l’article L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d’exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l’ensemble des signataires, l’UIMM d’Eure-et-Loir diligentera une demande d’extension auprès du ministère.

Article 4

Le présent avenant se substitue au document portant sur le même objet en date du 18 juillet 2008.

Fait à Chartres, le 27 février 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties au 1^{er} janvier 2009

(En euros.)

NIVEAU	INDICE	ÉCHELON	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS	MAÎTRISE d'atelier
I	140	1	16 050	O1 16 100	
	145	2	16 080	O2 16 150	
	155	3	16 120	O3 16 220	
II	170	1	16 190	P1 16 320	
	180	2	16 250		
	190	3	16 300	P2 16 450	
III	215	1	16 400	P3 17 000	AM1 17 121
	225	2	16 500		
	240	3	16 861	TA1 17 648	AM2 18 113
IV	255	1	17 734	TA2 18 626	AM3 18 968
	270	2	18 830	TA3 19 831	
	285	3	19 778	TA4 20 787	AM4 21 076
V	305	1	21 076		AM5 22 629
	335	2	23 012		AM6 24 863
	365	3	25 154		AM7 26 868
	395	3	27 175		AM7 29 119